

PRÉSIDENT DE LA LADDH :

peut garantir l'exercice des libertés»

Je peux vous dire que tous ces maux dont vous parlez (les enlèvements d'enfants, la pédophilie, les assassinats d'enfants, les infanticides, les parricides, la drogue, etc.) ont toujours existé et j'en ai vu dans ma modeste carrière d'avocat. Avec la télévision, les journaux, les réseaux sociaux et les nouvelles technologies de l'information, on ne peut plus rien cacher. Mais au-delà de ces drames et des crimes abominables, il faut aller au fond des choses. Aujourd'hui, regardez l'offre télévisuelle, c'est une excellente démonstration du déclin de la société. La télévision abêtit la pensée des enfants et conforte l'extrême pauvreté du vocabulaire et des expressions, et surtout honore même l'élimination des faibles. On impose aux jeunes et aux téléspectateurs une dictature double, une double règle simultanée et consubstantielle : la loi du plus fort et le rejet du plus vulnérable, on fête les vainqueurs et on stigmatise l'échec. Peut-on espérer faire vivre la fraternité et la solidarité ? Je dis tout ça parce qu'on produit la violence au quotidien. Que font nos enfants dans les rues, dans les marchés, sur les routes, dans les stades alors qu'ils doivent être à l'école, à la maison, dans les musées, dans des espaces appropriés pour s'initier à la musique, au théâtre, au sport, etc. Qui est responsable de cette situation ? Evidemment l'Etat, car il doit mettre en place des politiques publiques pour prendre en charge ces questions. Les parents aussi sont responsables de leurs enfants.

A défaut d'une politique préventive, les services de sécurité mis sous pression dans ce genre d'affaires de pédophilie et de viols arrivent trop tard. Encore heureux que le corps de la victime est retrouvé ce qui permet aux familles de faire leur deuil...

Les crimes sont toujours abominables et ce n'est que justice que de les juger et de les condamner. Je veux préciser que les assassinats des enfants Brahim, Haroun et Anis sont abominables et rien ne peut justifier un crime, de surcroît à l'égard d'un enfant. Leur assassinat nous a tous choqués et chacun de nous s'est senti victime comme si c'étaient nos propres enfants. Aucune loi, aussi répressive soit-elle, ne peut, malheureusement, dissuader le crime.

La réalité est que le délit et le crime sont consubstantiels à l'humanité, à toute civilisation et à toute société, puisqu'ils «font

partie» de la nature humaine. La peine de mort n'est pas dissuasive, les statistiques le montrent à travers le monde entier. Dans les pays où la peine de mort existe et où les exécutions n'ont pas été gelées, la criminalité n'a pas diminué et dans les pays qui l'ont abolie totalement, la criminalité n'a pas augmenté. Vous voyez bien que ce n'est pas un argument qui tient la route et il est inopérant. Ceux qui sont exécutés sont les plus faibles, ce sont les catégories les plus vulnérables, ceux qui n'ont pas les moyens de se défendre.

La peine de mort est l'arme des puissants. Dans les pays qui l'ont encore maintenue, on remarque que la plupart des crimes susceptibles d'entraîner la peine de mort sont de nature politique. Toutes les dictatures ont maintenu la peine de mort. Des personnes ont été exécutées suite à des erreurs judiciaires, on s'est aperçu des années plus tard qu'on a exécuté des innocents. On ne peut pas admettre le maintien de la peine de mort dans des pays où les principes de la présomption d'innocence et des procès équitables ne sont pas respectés. La peine de mort n'a aucun sens dans les pays où la torture et les traitements dégradants sont de mise. Au regard du droit international, la peine de mort est considérée comme un traitement cruel, inhumain et dégradant. L'Algérie a adhéré au moratoire de l'ONU depuis 1992 et n'exécute plus les condamnés à mort depuis cette date. On est sur la liste des pays abolitionnistes de fait. Il faut écouter le récit d'un condamné ou assister en tant qu'avocat à des exécutions pour se convaincre de la cruauté de la peine de mort. La peine de mort ne permet pas de rendre à sa famille et à la vie la victime d'un crime. Il faut souligner que l'abolition de la peine de mort n'est pas un mépris à l'égard de la victime, sa famille et une impunité au criminel, mais simplement aller vers une peine de substitution, la prison à vie pour le criminel qui aura toute la vie pour méditer son crime et faire son mea culpa. Autant de raisons objectives pour l'abolition pure et simple de la peine de mort pour reprendre l'expression de Victor Hugo.

Dans un monde en pleine mutation, dans une Algérie où le nombre d'habitants dépasse 40 millions d'individus, l'urbanisation accélérée et la transition dans la douleur d'un mode de vie à un autre dans les méga-cités nouvellement construites, la vie est devenue un risque pour ne pas dire un luxe à défaut de bar-

rières de protection du fait de la défaillance des services compétents de l'Etat. La LADDH a-t-elle engagé une réflexion pertinente qui prenne en compte cette nouvelle donne ?

En effet, nous assistons à une urbanisation effrénée qui fait apparaître une nouvelle délinquance et des formes de violence. Il me semble dans ces nouvelles villes, sorties ex nihilo, qu'on n'a pas assez réfléchi à tous ces phénomènes et je persiste à penser que si les associations étaient associées aux politiques urbanistiques, on aurait évité beaucoup d'écueils.

L'aménagement du territoire ne peut se concevoir qu'avec la participation citoyenne. La Ligue peut lancer une réflexion avec les universitaires et notamment les sociologues sur ce sujet.

Vous menez un combat pour les droits de l'Homme aux côtés d'autres associations qui ont la même vocation. Qu'est-ce qui vous distingue ?

Nous sommes pour la pluralité, on ne peut pas se prévaloir des principes des droits de l'Homme et revendiquer ou exercer le monopole ou l'hégémonie dans ce domaine. Beaucoup d'associations qui activent sur des thématiques particulières, sur les femmes, les enfants, les handicapés, les malades, etc., font un travail formidable. Rien de particulier ne nous distingue si ce n'est bien entendu notre ligne et notre indépendance. L'essentiel est que nous fassions avancer la cause des droits de l'Homme même si les styles de travail sont différents. En fait, le combat pour les droits de l'Homme est mené au quotidien par des millions d'Algériens pour que leur dignité soit respectée, nous ne faisons que les accompagner.

Droits de l'Homme, de la femme, de la jeunesse, liberté religieuse, respect des minorités sont autant de revendications légitimes qui participent de la dignité de tout être humain. L'Algérie ne fait pas exception et les fait siennes, tout au moins dans les déclarations des officiels. Les Occidentaux, défenseurs zélés de ces valeurs, démontrent de jour en jour qu'ils en font un cheval de Troie et les utilisent dans leur volonté de déstabilisation et d'assujettissement. C'est là un fantastique dilemme, qu'en dites-vous ?

Les droits de l'Homme sont universels. Tous les humains du monde aspirent au

respect de leur dignité d'être humain et pourquoi les Algériens en seront-ils exclus ? Le droit à la vie, à l'éducation, à la santé, à avoir une opinion, à s'exprimer librement, à exercer son culte, à circuler librement, à respecter sa dignité sont-ils faits uniquement pour les Occidentaux ? Les Algériens, les Tunisiens, les Marocains, les Boliviens, les Chinois ont droit à ces droits tout simplement parce que ce sont des êtres humains comme les autres. Les droits de l'homme sont un patrimoine de l'humanité. On aurait pu être à l'avant-garde des droits de l'Homme dans le monde arabe et le monde musulman pour un pays comme le nôtre qui a contribué à porter très haut le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à démanteler le système colonial par cette revendication. C'est un énorme gâchis.

Bien sûr qu'il faut applaudir l'octroi du prix Nobel de la paix décerné au «Quartet» auteur du dialogue pour la transition démocratique en Tunisie. Il en fait un modèle de démocratie. Beaucoup ont accueilli cette nouvelle avec un sourire entendu, car les motivations politiques profondes sont sous-jacentes à cette décision. Et comme pour donner confirmation à cette impression de téléphoné, il vient à l'esprit le même prix décerné à Barack Obama et on sait ce qu'il advient de la Palestine, de la Syrie...

Il faut au contraire se féliciter de ce prix attribué au Quartet tunisien, d'autant plus que les Tunisiens s'en réjouissent. La Tunisie est un bon exemple de transition politique pacifique contrairement à ce qui s'est passé en Syrie, en Libye et en Egypte. Il est évident qu'en Tunisie, le dialogue entre les différents acteurs politiques, sociaux et la société civile a conduit à un compromis qui a évité les dérapages et la violence. Il faut s'en réjouir pour nos amis tunisiens.

Et c'est aussi une leçon pour le monde qu'il est possible dans nos régions de dialoguer et d'arriver à des compromis sans basculer dans la violence.

La première élection de Barack Obama a suscité beaucoup d'espoir au début, notamment chez les Palestiniens, mais le désenchantement est arrivé trop tôt. Il n'a pas fait avancer d'un iota les droits des Palestiniens à un Etat indépendant. C'est une tache noire pour la communauté internationale.

B. T.
taouchichetbrahim@gmail.com